

Le privilège inversé de la préférence étrangère



Article rédigé par *Boulevard Voltaire*, le 11 mai 2020

Source [Boulevard Voltaire] En ce 10 mai, jour des grandes catastrophes nationales, de l'invasion de 1940 à l'élection de Mitterrand, il n'y a aucune raison d'être joyeux, même si, demain, le confinement va ouvrir modérément ses fenêtres.

Pour un Français qui a encore le sens de l'appartenance nationale, et qui pensait que la seule communauté qui vaille était la nation, riche de son histoire et de son identité, et dotée d'un État, certes coûteux et bureaucratique, mais capable de le protéger, et de faire valoir les qualités exceptionnelles du pays, l'épisode du coronavirus aura été une descente aux enfers avant l'heure.

Non seulement l'État le plus cher du monde n'aura pas été capable de le protéger contre la maladie, mais il aura au contraire incarné la chienlit dont parlait le Général : imprévoyant, brouillon, menteur et, finalement, liberticide tout autant qu'homicide. Des pénuries de matériel sanitaire à la mise en œuvre chaotique du [déconfinement](#) en passant par la guerre entre les labos et le professeur Raoult, rien n'aura été épargné pour gangrener, miner, ruiner la confiance que beaucoup de Français plaçait dans l'État sauveur.

Il fut un temps où le bon sens approuvait l'idée que chaque État, prioritairement, devait accorder une attention particulière à ses ressortissants, bref, une préférence nationale, parce que, dans le fond, c'était son « boulot ». Puis l'idée est devenue suspecte, chargée de relents pétainistes, acoquinée à l'extrême droite, bref, excommuniée, satanisée. Il a fallu qu'on relise Peyrefitte pour savoir que de Gaulle était clairement partisan de l'identité nationale, et de la préférence qui, logiquement, doit l'accompagner, en France comme dans les autres pays d'ailleurs.

Le ministre de la Culture a annoncé le retrait de ce [service de normalisation idéologique](#) de l'information, puis il a laissé sa place au Président qui ne perd aucune occasion d'offrir à nouveau ses [talents de comédien](#), cette fois à ses camarades malheureux du spectacle, les intermittents. Déguisé, comme d'habitude, mais cette fois en moniteur de camp de vacances, en grand frère allumé par on ne sait quoi, il s'est livré à un bavardage présidentiel dont on retiendra surtout que sa préoccupation essentielle se porte sur les « jeunes » ; pas tous, non, mais ceux, binationaux, qui ont dû faire un effort particulier lors du confinement et sont privés de cette respiration qui leur permettait d'aller, chaque année, passer plusieurs mois au pays. Les victimes prioritaires du confinement seraient donc ceux qui sont venus vivre en France, mais préfèrent respirer ailleurs.

Que les banlieues aient connu, fin avril, des guets-apens contre les pompiers et les policiers est oublié au passage, et même excusé. On comprend pourquoi de nombreux policiers révèlent que des consignes leur sont données de ne pas trop intervenir pour éviter l'embrasement. Quand on compare cette inaction à la fureur procédurière contre les contrevenants bénins au confinement, et plus encore à la répression des gilets jaunes, on se dit qu'il y a deux poids deux mesures.

On ne parlera pas encore de préférence étrangère, puisque les banlieues sont habitées par beaucoup de Français, entre autres, mais lorsqu'on s'intéresse aux agressions récentes, et à propos desquelles la presse se montre très discrète, à [Romans-sur-Isère](#), à [Colombes](#), à Montereau, à Toulouse, les auteurs – un Afghan, un Tchetchène, deux Soudanais -, réfugiés de pays où l'islamisme est effervescent et avec lesquels la France

n'a guère de liens, ont bénéficié par leur accueil, par la tolérance judiciaire à leur égard, de ce privilège inversé.

Des faits isolés ? Non ! Des cerises sur un gâteau que s'efforce de faire avaler à un peuple qu'elle méprise une élite dont la trahison est devenue une seconde nature. La France n'a pas fermé ses frontières. Ses voisins l'ont fait pour elle. Elle en a installé entre les départements en interdisant aux Français d'aller de l'un à l'autre et de faire plus de cent kilomètres hors de leur domicile, mais cela ne s'appliquera pas aux étrangers ni aux migrants pour aller chercher leur carte afin de percevoir leur allocation de demandeur d'asile. Et si la maladie survient, « *les vieux Blancs malades* », comme dit Éric Le Boucher, ne doivent pas être prioritaires. Pour une fois, l'expression raciste est autorisée et la discrimination facilitée.

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)